

Publié le 22 décembre 2015

Régionales : le front républicain ne rompt pas mais plie

Pour la deuxième fois depuis 2002, des candidats de droite se sont vus remporter une élection grâce à des voix de gauche, étrange alliance qui «défie toutes les notions communes» souligne Gérard Leclerc dans *France Catholique*. Pour lui, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un «ébranlement de la société» qui vient malmener le bipartisme, modèle politique de référence de la V^{ème} République, instauré à la suite de l'instabilité structurelle de la IV^{ème} République. *The Economist* confirme ce constat : «Avant tout, il semble qu'il y ait le désir d'une alternative à la prédominance du bipartisme de la V^{ème} République». Et selon le *New York Times*, reprenant les paroles de Marine Le Pen au soir du deuxième tour, «la France est encore un pays bipartite, ceux qui sont pour le Front National, et ceux qui sont contre.»

En effet, que penser de la consigne de retraits des listes socialistes dans le Nord, en PACA ainsi que dans l'Est pour constituer le front républicain, dénoncé pourtant par Marine Le Pen comme étant l'UMPS ? Quel aveu de fébrilité sinon de peur de la part du parti au pouvoir, «qui a disparu corps et biens dans cette région du Nord, où il régna en maître absolu pendant des décennies» fait remarquer Gérard Leclerc, et qui a accepté de n'avoir aucun siège dans ces régions, permettant au FN de dépasser le PS en nombre de sièges (358 contre 339). Le refus de Jean-Pierre Masseret de retirer sa liste dans l'Est semblait légitime – la victoire de Florian Philippot ne présentant pas le même “risque” que celles des héritières Le Pen dans leurs régions – mais a pourtant entraîné son exclusion *latæ sententiæ* du PS.

Quelle drôle de position pour les électeurs socialistes du Nord et de PACA d'être forcés de voter à droite ! «Je viens de faire violence à mes principes. Je suis écologiste et j'ai voté pour Estrosi, que je déteste. C'est la troisième fois que je dois voter pour la droite à Marseille. Je crois que je vais avoir besoin d'une psychothérapie» a confié avec humour une électrice à *El País*. Les Républicains également montrent des signes évidents de fébrilité et de tâtonnement. L'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin a proposé un pacte républicain contre le chômage en vue de battre le FN aux présidentielles, proposition reprise la balle au bond par Manuel Valls sur twitter précise *L'Obs*. Allons-nous devoir remercier le Front National de ses scores élevés parce qu'ils permettraient enfin de motiver la classe dirigeante à combattre efficacement le chômage, comme si ce fléau n'était pas suffisamment perçu auparavant ? Est-ce le front contre le FN qui va permettre le «redressement productif» de la France ?

Quant aux déclarations de Xavier Bertrand, nouvellement élu à la présidence de la région du Nord, elles sont édifiantes : «Regardez le spectacle de ma famille politique [...] Mais mon Dieu ! Qu'ils se réveillent ou alors on va vers une catastrophe politique» relaie *Marianne*. Oui, mais quel

témoignage que celui de cet ancien ministre qui avoue avoir rencontré pendant sa campagne «la colère des gens, le sentiment d'abandon (...) la misère» et l'avoir «prise comme un coup de poing en pleine figure», confirmant ainsi le discours frontiste qui fustige ces élites éloignées des préoccupations de leurs concitoyens. Les difficultés sociales de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie ne sont pourtant pas nouvelles pour que le désormais ex-député-maire de St-Quentin les découvre et veuille enfin se consacrer à y remédier, en renonçant à ses mandats de maire et de député, ainsi qu'à ses ambitions présidentielles.

Cette prise de conscience indéniablement tardive suffira-t-elle à convaincre ? Malgré la faiblesse structurelle du Front National, «chaque voix donnée à Mme Le Pen renforce de manière injustifiée sa crédibilité et demandera certainement la prochaine fois encore plus d'efforts pour l'arrêter» prévient l'équipe éditoriale du [New York Times](#). Tout cela pendant que la Corse votait peu Front National mais portait à la tête de sa région les indépendantistes Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni, visiblement prêts à prendre leurs distances avec le continent : «Je dis à Paris, au gouvernement et à l'État : prenez la mesure de la révolution démocratique que la Corse vient de vivre» a lancé Simeoni dans un discours prononcé essentiellement en corse lit-on sur le site d'[Europe 1](#), ce que la classe politique s'est empressée de condamner... à l'exception de Manuel Valls qui a voulu se montrer compréhensif à l'égard du peuple corse qui tend pourtant à se revendiquer nation.

Le front républicain peut-il tenir sur tous les fronts ? Est-ce les derniers moments de la V^{ème} République que nous sommes en train de vivre ou bien une certaine intégrité de la France qui disparaît ?

Rédaction SRP

Retrouvez cet article sur notre [site](#)